

LES LUNDIS du CEVIPOF

Cycle 2000-2001 :
« Les partis politiques en France et en Europe »

Archive du 23 octobre 2000:

« Les partis d'extrême-droite en France et en Europe. »

- Le cas français : Jean-Yves Camus (chercheur au CERA)

- La scène européenne : Piero Ignazi (professeur de science politique, Université de Calabre)

Les textes de ces " Notes et études du CEVIPOF n°8" sont la version écrite des interventions faites dans le cadre des Lundis 2000-2001

Pascal Perrineau. Sur le thème des partis politiques en France et en Europe, nous nous sommes aperçus, au CEVIPOF, que les partis politiques étaient de plus en plus délaissés en science politique et qu'il était nécessaire de le réinvestir par une démarche comparative, à la fois sur les modalités d'organisation interne, les modalités d'articulation entre les différents niveaux des partis, des adhérents aux élites partisans en passant par les cadres. Il faut revenir également aux cultures politiques, dont ces organisations sont porteuses, au mode d'organisation avec les électeurs. Avec le souci d'une démarche comparative en dépit de l'origine de l'initiative, le Centre d'étude de la vie politique française contemporaine, tente, sur chaque grande famille politique de partis européens, de prendre la mesure dans la mesure du possible de la part d'invariant et de la part de spécificité nationale lourde ou légère, qui peuvent exister pour chacune de ces familles. On commence par l'extrême droite aujourd'hui avec deux interventions : Jean-Yves Camus sur le cas français et Piero Ignazi sur l'analyse de cette famille politique d'extrême droite dans le cadre européen. La parole est à toi, Jean-Yves Camus, sur le cas français.

Jean-Yves Camus. Merci. Je vais essayer de faire un point sur ce que sont aujourd'hui, au plan des structures organisationnelles, des cultures partisans et des stratégies, les deux partis qui incarnent, même s'ils récusent ce terme, l'extrême droite française, le Front national et le Mouvement national républicain. Le second étant issu, vous le savez, du premier par une scission qui est intervenue en décembre 1998-janvier 1999.

Je voudrais revenir, tout d'abord, pour que tout ce dont je vais parler ensuite et qui est postérieur à la scission soit bien clair, sur ce qui me semble être l'explication essentielle de la scission. On a beaucoup affirmé que la scission du Front national résultait d'une querelle d'hommes : l'ambition contrariée de Bruno Mégret (jamais désigné comme dauphin par son président) et l'incapacité de Jean-Marie Le Pen à continuer à tenir la barre du mouvement qui voyait s'affronter deux factions concurrentes et plus encore de tendances. Je pense que cette explication n'est que partiellement vraie et que l'essentiel est ailleurs. L'éclatement du Front national a été occasionné par une opposition frontale, profonde, sur l'orientation idéologique et sur les stratégies à suivre dans les années suivant les deux grandes échéances qui ont marqué l'histoire du Front national, l'élection présidentielle de 1995 et les élections législatives de 1997. Le Front national s'est, en effet, aperçu qu'il butait sur cette barre des 15 % qu'il atteignait souvent sans jamais réussir à la dépasser. Cela posait, bien évidemment, la question, sans cesse remise à l'ordre jour par une partie de la direction du Front national, de la nécessité de conclure des alliances à droite pour sortir de cette impasse politique. Celle-ci représente une des explications majeures de la scission — un sentiment croissant de frustration et d'impuissance non seulement chez les électeurs et chez les militants mais dans les strates supérieures de l'encadrement du Front national qui en arrivaient à douter de la nécessité de poursuivre leur combat dans des conditions aussi difficiles depuis presque trente ans : le FN avait été créé pour sortir l'extrême droite du ghetto groupusculaire ; le pari a

réussi, mais le parti est de fait perpétuellement resté confiné au ghetto politique, au statut de force de nuisance, non de pouvoir. Face à cet état de chose, deux analyses totalement divergentes, celle de Jean-Marie Le Pen et celle de Bruno Mégret se sont affrontées. Pour Jean-Marie Le Pen, le Front national n'a pas vocation à conclure des alliances avec la droite dite républicaine mais à attendre que celle-ci termine sa décomposition afin, d'une part, de récupérer son électorat, et, d'autre part, de voir le rejoindre une partie de ses cadres. Cette stratégie n'a pas réussi car, en France comme dans d'autres pays, notamment en Belgique, le « cordon sanitaire » a fonctionné, réduisant à très peu les défections vers le FN (toujours du fait de cadres de second rang) et empêchant tout accord « au sommet ». Quand alliances il y avait, elles n'étaient que locales, y compris, d'ailleurs, dans le cas des élections régionales de 1998 : la fermeté de la droite républicaine bloquait durablement la tactique lepéniste. A l'inverse, la stratégie de Bruno Mégret consistait à mêler rigidité idéologique et souplesse tactique : accepter non seulement des alliances sur le plan local mais aussi sur le plan national d'état-major à état-major à la condition expresse que cet accord soit conclut sur des bases claires, reprenant un certain nombre d'invariants du programme du Front national et notamment la question de la préférence nationale . Le prix à payer pour y parvenir était de réussir à dé-démoniser le FN, de suivre une stratégie « à l'italienne », de cesser les dérapages verbaux disqualifiants. La scission a réellement découlé de cette controverse et non de la question de la succession, qui n'est d'ailleurs toujours pas réglée aujourd'hui alors que Jean-Marie Le Pen reste seul à la barre du Front national. La rupture s'est déroulée d'autant plus aisément que, depuis l'entrée de Bruno Mégret à l'intérieur du Front national, s'étaient constitués à l'intérieur du parti deux appareils, intégrés au siège du Front, disposant leurs pions à l'intérieur du « paquebot », comme on appelle le siège du Front national, menant entre eux une concurrence féroce, qui doublonnaient les uns les autres. On avait abouti à un stade où un cadre mégretiste doublait un cadre lepeniste et *vice versa* — et où un véritable état-major *bis* s'était créé du côté mégretiste à partir des services de la Délégation Générale. Ceci explique que le moment de la scission venu — et c'est fondamental pour la suite — le Mouvement national républicain ait pu partir avec, selon mon pointage, à peu près 80 % des secrétaires départementaux et des secrétaires régionaux. Ainsi, en résumant, le Front national conserve, aujourd'hui, l'immense majorité du potentiel électoral mais a perdu l'immense majorité des cadres à ce point qu'il a renouvelé pratiquement intégralement son personnel au plan des secrétaires de régions et de départements et qu'il est obligé d'organiser des sessions de formation accélérée pour les nouveaux arrivants. En revanche, le Mouvement national républicain, qui oscille entre 1 % et 2 % des voix dans les scrutins où il se présente, sauf exception locale notable, possède la *quasi* totalité de l'ancien appareil. Apparemment l'électorat populaire est resté du côté du Front national alors même que les promoteurs du tournant idéologique dit social du Front national, aussi modeste a-t-il été(à l'automne 1995) ont, à l'exception de Samuel Maréchal, rejoint le MNR. Celui-ci jouit d'une très faible attractivité vis-à-vis des milieux populaires. L'analyse des résultats électoraux indique aussi une grosse déperdition mais non une disparition des voix d'extrême droite. Celle-ci se maintient, si on cumule les pourcentages du fn et du MNR, aux alentours de 10 % aux élections européennes de juin 1999. En outre, les résultats d'élections partielles à tous les niveaux démontrent que, dans un certain nombre de cas, le pourcentage cumulé des deux mouvements atteint à peu près l'étiage antérieur du fn unifié. Pour ma part, je ne prononcerai l'acte de décès définitif des deux formations qu'après les élections municipales et cantonales de 2001 qui se présentent dans une configuration à peu près également mauvaise pour les deux partis. Elles ont chacune annoncé leur intention de présenter aux alentours de 430-450 *têtes de listes* dans toute la France mais il est impossible, surtout pour le MNR, de prédire si elles sont capables de présenter des listes complètes . On aura donc de toute manière une

présence des deux formations beaucoup plus faible, en terme de nombre de villes, qu'aux élections municipales de juin 1995.

En ce qui concerne les structures organisationnelles, on constate depuis le congrès de Marignane, acte de naissance du Mouvement national, devenu par la suite Mouvement national républicain, une rivalité mimétique entre les deux organisations, le MNR ayant adopté des structures qui sont le calque parfait de celles du fn antérieur. Seules les dénominations changent : cela s'appelle bureau politique au fn, bureau national au MNR. Cela s'appelle comité central ou comité directeur. Et cela s'appelle conseil national dans les deux cas. La seule différence notable étant l'essai maladroit du MNR de mettre en place des structures légèrement plus transparentes à deux niveaux. D'une part, il a modifié les règles de vote lors des assemblées générales, puisqu'il y a au fn des congrès, au MNR des assemblées générales. Le MNR a ainsi adopté le principe d'un homme (un délégué), une voix, et a abandonné le système très complexe pratiqué au fn qui permettait d'obtenir des résultats d'élections au bp passablement surréalistes. D'autre part, le MNR a aussi limité le nombre de membres cooptés du bureau politique. Ce sont 20 membres cooptés, au Front national, choisis par le président et par lui seul. Ce sont au plus 20 membres cooptés, au MNR, nommés par le président sur proposition du bureau politique, ce qui introduit une espèce de collégialité des nominations au tour extérieur, laquelle d'ailleurs ne trompe rigoureusement personne. Des fédérations, au fn comme au MNR, existent dans tous les départements métropolitains et la *quasi-totalité* des départements et des territoires d'outre mer, selon un principe de découpage géographique, à quelques exceptions près, par régions administratives et ensuite par départements. Mais il est frappant de constater, notamment lors de la fête des bleus, blancs, rouges de cet automne 2000, l'atonie complète de l'immense majorité des fédérations du Front national. Les publications n'ont plus qu'une périodicité extrêmement aléatoire. Le nombre de documents mis à la disposition des militants est souvent proche de zéro. Aucune réactualisation des documents idéologiques antérieurs n'est effectuée. Lors des manifestations d'envergure nationale du Front national, je pense notamment au 1er mai 2000, l'assistance a été divisée environ par trois par rapport au dernier 1^{er} mai « unitaire ». Un phénomène assez curieux, lié au départ de l'encadrement dans son immense majorité vers le MNR, s'est produit : au plan de l'activité locale, le Mouvement national républicain dispose de la plus forte activité sur le papier au niveau des fédérations et des sections alors même qu'il possède le moins d'adhérents. Je ne ferai pas de pronostic sur le nombre d'adhérents du MNR, sans aucun doute pas plus de quelques milliers . Pour le fn, on peut l'estimer aux alentours de 20 000, nombre tiré du congrès de cette année, contre très probablement 42 000 avant la scission. Le Front national de la jeunesse n'a jamais eu plus de 1 800 à 1 900 adhérents avant la scission et n'en a probablement pas plus de 150 à 200 actifs actuellement. De même le Mouvement national de la jeunesse, calque du fnj, possède des effectifs absolument squelettiques. La déperdition militante se révèle donc être très importante avec non seulement des électeurs qui se réfugient dans l'abstention mais aussi des cadres qui adoptent une position d'attente au moins jusqu'aux élections municipales de 2001, à mon sens, une position sous-tendue soit par un retrait par rapport à l'action militante, soit par l'espoir impossible de voir la réunification se faire à la base, soit par prudence, afin éventuellement de rejoindre la droite républicaine. Ces éléments sont fondamentaux pour l'avenir. Henry de Lesquen, le président du Club de l'horloge, a lancé un ballon d'essai dans ce sens de l'union des droites. Il existe par ailleurs un certain nombre de structures périphériques au MNR et au fn qui s'emploient à réunir les gens autour d'une même table sur le modèle de ce qu'on appelle en Allemagne les tables rondes(rundtische) mises en place après la crise des Republikaner pour revenir à l'unité du mouvement national. On a — et c'est ce qui ressort des entretiens que j'ai pu conduire — une très forte attente dans le sens de la réunification chez les cadres de base des deux

mouvements, avec l'idée que l'obstacle principal à la réunification est la personne de Jean-Marie Le Pen et le fait qu'il reste à la tête du Front national. On peut donc penser que, après le départ de Jean-Marie Le Pen, notamment s'il quitte la présidence du mouvement après l'élection présidentielle de 2002, la réunification s'effectuera par la volonté des militants. A cet égard, il est révélateur qu'en province pour les réunions militantes, les personnes présentes aux réunions du Front national se rendent souvent dans la même journée ou quelques jours après aux réunions du MNR et que beaucoup expriment ouvertement une position de non-choix. La presse d'extrême droite elle-même, hormis National-Hebdo resté « frontiste », a adopté, en particulier le quotidien *Présent*, une attitude de neutralité qui ménage l'avenir, rendant compte à égalité des activités des deux formations et refusant de se prononcer pour l'une ou pour l'autre. Au plan idéologique, évidemment, la rivalité mimétique reste vraie. Il n'y a aucune différence notable entre les programmes des deux formations, hormis sur la question essentielle de la définition de l'identité nationale. Pourquoi ? Les élections aux instances dirigeantes du Front national, lors du congrès de cette année, ont révélé une montée en puissance, qui se produisait déjà par petits à-coups successifs, de l'aile catholique traditionaliste emmenée par Bernard Antony (alias Romain Marie), ancien député européen. Il en résulte une légère évolution au plan de la définition de l'identité française : un des éléments conflictuels de l'université d'été de 1999 a été la déclaration de Samuel Maréchal préconisant d'accepter une définition pluriconfessionnelle et pluriculturelle de la nation française. Cette déclaration avait déchaîné un certain nombre de remous importants au sein de l'appareil. Cette montée des catholiques traditionalistes à l'intérieur de l'appareil frontiste signifie que la définition de l'identité française devient davantage culturaliste et religieuse qu'ethnicsante. Autrement dit, pour Romain Marie, n'importe quel individu a vocation à être ou devenir français à la condition qu'il accepte les droits et les devoirs inhérents à l'acquisition de la nationalité française et plus facilement encore — même si cela n'est pas dit explicitement — s'il professe la religion chrétienne et plus précisément la religion catholique. Cette évolution a entraîné l'élection dans les instances dirigeantes du Front national d'un certain nombre d'individus qui ne sont pas « français de souche », par exemple, Farid Smahi ou les deux représentants des dom-tom. Ceci a été la source de conflits internes et notamment du départ de Guillaume Luyt, dirigeant du fnj, lors du congrès d'avril-mai 2000. La définition de l'identité française donnée par le MNR est, quant à elle, de plus en plus raciale et n'est aujourd'hui limitée dans son contenu que par la loi Gayssot qui interdit d'être plus explicite sur qui on entend exclure du bénéfice de la nationalité française. Sous l'influence des jeunes, d'une part, puisque l'encadrement du MNR possède la particularité d'être très jeune aux échelons intermédiaires et, d'autre part, du mouvement Terre et peuple dirigé par Pierre Vial, et du mouvement Unité Radicale, la définition de l'identité nationale au MNR met clairement en équation que le fait d'être français et celui d'être européen de souche, de race blanche et si possible débarrassé de toute scorie du judéo-christianisme. On trouve à cet égard, dans la revue de Terre et peuple, des définitions absolument sans équivoque. Il en est résulté quelque chose de tout à fait nouveau, qui est la satellisation par le MNR de l'ensemble des petites organisations de l'extrême droite française qui vivotaient à la marge du Front national avant la scission, et qui aujourd'hui pratiquent une politique consistant à constituer à la fois à l'intérieur et à la marge du MNR un pôle nationaliste révolutionnaire autour d' Unité radicale, anciennement Nouvelle résistance, du gud, et de quelques noyaux autonomes qui ont pour particularité d'être actifs en province et le plus souvent dans les « terres de mission » de l'extrême droite. Désormais le Mouvement national républicain, par exception à ses statuts, accepte que les adhérents du pôle qui regroupe Unité radicale et le gud soient en même temps encartés au MNR . Il n'y a plus d'exclusion automatique pour cause de double appartenance dans ce cas précis. Cette satellisation entraîne la multiplication qu'on avait connue avant

l'émergence électorale du Front national, de petites structures autonomes à base tout à fait locale au niveau généralement d'une ville ou, j'allais dire, d'un pays au sens que donnent à ce mot les contre-révolutionnaires, de petites structures autonomes qui multiplient les bulletins non rattachés à un appareil et avec une division en deux grandes catégories. La première reste dans le combat politique et vise à rassembler des éléments des deux camps en vue d'une réunification ultérieure. La seconde, en nombre croissant, consiste en de petits noyaux locaux qui se retranchent totalement de l'activité politique pour bâtir, à l'instar d'une partie de Terre et peuple, des groupes privilégiant le « métapolitique », le culturel, et qui fonctionnent selon le modèle du Wandervogel allemand des années 1920 avec un très grand intérêt pour l'ésotérisme, pour les théories de Julius Evola, pour tout ce qui touche aux racines occultes du national-socialisme. Ces mouvements fonctionnent plus comme des communautés, comme des clans, que comme des groupes politiques.

Dernier point que j'aborderai, celui des relations internationales des deux partis et de la façon dont ils se positionnent par rapport aux mouvements nationaux populistes qui émergent en Europe. Jean-Marie Le Pen a initié un rassemblement, qui a d'ailleurs toujours été une structure très souple beaucoup plus qu'une coordination structurée des mouvements d'extrême droite européens : l'Euro-Nat. Celui-ci est maintenant moribond et les contacts de Jean-Marie Le Pen avec l'étranger sont devenus anecdotiques. Aujourd'hui le Front national n'est plus la locomotive des mouvements d'extrême droite ou nationaux populistes en Europe. Il n'a plus de contact avec le Vlaams Blok et le MS-Flamme tricolore italien. Il n'en a pas avec le FPÖ autrichien, pas davantage avec l'Union démocratique du centre de Christophe Blocher et les populistes scandinaves. Il y a, du côté du MNR, une tactique tout à fait différente, qui a été dans un premier temps de refuser toute prise de contact avec des mouvements étrangers pour éviter d'être associé à des groupes possédant une image trop radicale, particulièrement ceux d'Europe de l'est. Il y a, c'est une information qui est restée à vérifier — une volonté apparente de Andreas Mölzer, conseiller culturel de Jörg Haider pour le *Land* de Carinthie, de réunir en octobre 2000 à Vienne une partie des mouvements nationaux populistes ou d'extrême droite européens autour d'une aile du FPÖ avec la participation du Blok flamand et du Mouvement national républicain. Si tel était le cas, ce serait l'embryon de quelque chose de beaucoup plus sérieux qui pourrait aboutir à une prise de contact entre des mouvements comme ceux que je viens de citer, ou le Parti du peuple danois de Pia Kjaersgaard qui s'est rendue à Vienne au mois d'août 2000, ou le Parti du progrès norvégien de Carl Ivar Hagen, qui ont aujourd'hui un potentiel électoral beaucoup plus important que le Front national.

Pour conclure, on a aujourd'hui l'impression que le Front national comme le Mouvement national républicain sont à la veille de bouleversements majeurs. Je pense que les élections municipales décideront de l'avenir du MNR. S'il perd les municipalités qu'il détient dans le midi de la France, il est clair que pour des raisons d'ordre matériel il disparaîtra corps et biens, d'autant plus qu'il n'a pas obtenu, cette année, la dotation de l'Etat aux partis politiques, puisque la justice a tranché en faveur de son versement intégral au Front national. De toute manière, ses résultats ne lui permettront pas, en cas de versement du financement étatique, d'aller bien loin. Quant au Front national, l'échéance est pour lui l'après 2002 avec la question de la succession de Jean-Marie Le Pen. Dans cette optique, les élections au bureau politique cette année confirment l'avantage de Bruno Gollnisch devant son *challenger* n° 1, Marie-France Stirbois : au regard des votes préférentiels, Bruno Gollnisch est en tête. Quelqu'un se tient en retrait, qui a pris une semi-retraite politique après avoir été largement tenu pour responsable de la scission : Samuel Maréchal. Il n'a pas renoncé pour autant à devenir, un jour, président du Front national. Enfin, il est important de souligner qu'aujourd'hui les observateurs qui vont sur le terrain dans les réunions publiques et dans les manifestations ont remarqué une grande désertion militante et une incapacité à se remettre encore du « coup de

massue » de la scission. Celle-ci a ramené l'extrême droite à ce qui a toujours été la cause numéro un de sa marginalisation dans la vie politique française, à savoir son incapacité à éviter le piège de l'homme providentiel et à surmonter ses divisions. La politique, que j'appelle de « compromis nationaliste », qui avait cimenté le Front national entre 1972 et 1998 est complètement remise en cause par la scission. Il avait été possible pendant dix ans de réunir des personnes que tout séparait au plan des conceptions idéologiques. Cela allait des maurrassiens aux néo-païens, des catholiques traditionalistes ou intégristes (lefebvristes ou romains) jusqu'aux athées. Il y avait des transfuges de la droite, des transfuges de la gauche. Désormais, cela est beaucoup plus difficile. Et on ne retrouve pas la même alchimie à l'intérieur des deux formations prises séparément.

Pascal Perrineau. Merci beaucoup pour à la fois ce regard un peu neuf sur les logiques de la scission et sur ce processus de désarticulation entre les deux mouvements militants, organisationnels et le plan électoral qui n'est pas au même degré que les deux mouvements organisationnels et militants. Je passe la parole à Piero Ignazi pour un regard européen et peut-être le début d'un dégagement de tendance européenne ou de logique nationale forte.

Piero Ignazi. Je voudrais aborder le sujet en donnant quelques chiffres sur l'évolution de l'extrême droite. Puis, je tenterais de définir de façon plus précise ce qu'extrême droite signifie. Au sens traditionnel, on considère les partis comme le FPÖ en Autriche, le Vlaams Blok et le Front national en Belgique, le Parti du progrès et maintenant le Parti du peuple danois au Danemark, le fn et le Mouvement national républicain en France, les trois partis d'extrême droite en Allemagne, le Mouvement social – Flamme tricolore, le parti scissionniste du Mouvement social italien au moment de sa transformation en 1994, comme appartenant clairement à la famille politique d'extrême droite. En Italie, Flamme tricolore a recueilli moins de 1 % aux dernières élections ; bien plus important sont les deux autres partis potentiellement d'extrême droite, l'Alliance nationale, c'est-à-dire l'héritier du msi, et la Ligue du Nord, mais ceux-là sont des cas particuliers à traiter. De même, on trouve encore, en Norvège, le parti homologue du parti danois, c'est-à-dire le Parti du progrès norvégien, un parti important mais qui est toujours à la limite de cette famille politique. La Suisse compte trois ou quatre partis : les Démocrates suisses, le Parti de l'automobile qui maintenant qui s'appelle le Parti de la liberté, et le Parti fédéraliste, lui aussi un peu à la limite, et, seulement dans les cantons italiens, l'homologue de la Ligue du Nord, là, c'est-à-dire la Ligue du Tessin. Il y a eu aussi la percée soudaine et par ailleurs très brève en Suède, d'un parti comme la Nouvelle Démocratie, qui a soudainement atteint 6,7 % aux élections de 1991 et qui, après, a presque disparu. Enfin, également affaiblis sont les partis d'extrême droite aux Pays-Bas.

En général, la plupart de ces partis, que j'ai très rapidement cités, existaient déjà dans les années 1980, même si certains ont évolué seulement à la fin des années 1980 et se sont renforcés dans les années 1990. Je prends les années 1980 comme date de référence car avant, les partis d'extrême droite étaient réduits pratiquement à l'héritier du parti néo-fasciste italien, le msi, et pour certaines périodes au NPD allemand, surtout au milieu des années 1960. Ils ont connu une longue période de marginalité. En outre, il est plus correct, pour la période qui va de la fin de la guerre à la fin des années 1970, de parler de partis néo-fascistes plutôt que de partis d'extrême droite. La différence peut être nominaliste mais je crois que cela recouvre quelque chose de plus important. A partir des années 1980 de nouveaux partis apparaissent sur la scène politique. Les partis que j'ai cités, la plupart avec certaines exceptions, se sont formés à l'époque ou sont passés à un état de « relevance politique », de présence politique importante, comme le cas du Front national français, fondé en 1972 mais qui, avant les années 1980, n'existait pas politiquement. Sauf exception, la plupart de ces partis sont entrés en effet dans l'arène politique seulement dans les années 1980. Si on regarde la moyenne des voix que ces partis ont obtenue, cinq cas d'une certaine importance se dégagent : le cas autrichien, le

cas danois, le cas italien, le cas français et le cas norvégien, qui se situent, tous, autour de 7 % en moyenne dans les années 1980. Ils forment un groupe plutôt uniforme. La variance va de 7,4 à 6,3. Les autres partis de la même famille sont encore des petits partis. En Allemagne, on n'atteint même pas une moyenne de 1 %. Durant les années 1990, le paysage politique change. Tout d'abord, un grand parti dépasse tous les autres de loin, à savoir le Parti libéral maintenant de Jörg Haider, qui obtient en moyenne 22 % dans les élections des années 1990 et qui devienne, de loin, le plus important. Ensuite, vient la percée du Vlaams Blok, qui monte d'une moyenne de 1,5% dans les années 1980 à une moyenne de 8,2 dans les années 1990. Le FN passe de 6,5 % à 13,6 %. En Italie, si on considère tous les trois partis qui relèvent plus ou moins de l'extrême droite, c'est-à-dire l'Alliance nationale, la Ligue du Nord et le petit parti de la Flamme tricolore, on compte aussi 21 %, mais sans la Ligue, on descend à 11,5%. Le FRP au Danemark, stagne toujours autour de 7 % et par contre le FRP norvégien surmonte la barre de 10 % dans la dernière décennie. En Allemagne aussi, un changement important se produit. On passe de 1 % à 3,4 %, si on compte les trois partis d'extrême droite. Il est important de souligner le cas allemand car on y accorde souvent beaucoup d'attention. Or, une analyse comparative met en lumière la place mineure de l'extrême droite allemande en Europe. Ce n'est pas le cas le plus important. Au contraire, c'est un des cas de faillite de l'extrême droite en Europe.

La moyenne de l'extrême droite des années 1980 par rapport aux années 1990 a doublé. Le Front national n'est plus le parti le plus fort mais il a joué jusqu'à 1999 une grande importance pour des raisons très claires : les autres partis, même les plus forts, se situent dans des petits pays. Ainsi, le succès de l'extrême droite en France revêt de plus grandes significations que dans un petit pays. Si dans les années 1980 le Front national jouait un rôle majeur, dans les années 1990, d'autres partis prennent le relais et avec une tendance tout à fait différente. Les partis norvégien et danois, les deux Partis du progrès, jouent encore un rôle très important et apparemment, selon les dernières données et estimations, leur rôle deviendra de plus en plus important, notamment en Norvège. Certains sondages annonçaient le Parti du progrès norvégien comme le premier parti pour les prochaines élections, ce qui a provoqué un choc dans le pays. Ce type de parti continue à gagner de l'espace bien qu'il soit un parti particulier. Par ailleurs, le Vlaams Blok effectue une croissance continue dans le pays flamand. Enfin il y a le grand succès du parti autrichien de Jörg Haider. Ces quatre partis, en particulier les Partis du progrès en Scandinavie et les deux autres partis en Belgique et en Autriche, relèvent de deux types un peu différents. D'une part, on a, comme dans le cas de la Scandinavie, des partis qui sont nés avec un autre *agenda* politique, comme des partis anti-fiscaux, anti-étatiques, contre l'Etat-providence, contre la bureaucratie. L'opposition à un Etat hyperpuissant qui veut tout gérer et qui entrave l'individu caractérise ces partis et a amené certains auteurs à les définir comme l'expression d'une « droite libertaire ». Cette interprétation est un peu forte car d'autres éléments, plus typiques de la culture politique d'extrême droite telle l'opposition au pluralisme, la tentation autoritaire, le désir de réduire les différences et le pluralisme avec un guide fort et unique au coeur de l'Etat, ne sont pas pris en considération. Ceux-ci sont extrêmement différents de l'idée d'un libéralisme. D'autre part, il y a bien des éléments différents au coeur de ces deux partis, surtout dans les premières années. Cette démarche différait de celle des autres partis car la percée électorale de ces deux partis remonte aux élections de 1973. Ils sont déjà présents dans le système des partis avant la nouvelle vague des partis d'extrême droite des années 1980. Après 1980, les deux Partis du progrès changent, comme le Parti libéral autrichien a changé à partir de 1986 quand Jörg Haider a gagné le *leadership* de la FPÖ. Ils ont introduit très clairement, dans leurs discours politiques, la question de l'immigration et des attitudes tout à fait clairement xénophobes et ethnocentriques. D'autre part, il n'y a pas d'élément nationaliste, ce qui est particulier. Bien

qu'aucun principe de nationalisme ne soit présent, à l'inverse les éléments ethnocentristes et sécuritaires sont beaucoup plus forts. C'est la raison pour laquelle ces deux partis, qu'on a parfois tendance à ne pas insérer à l'intérieur de la famille politique d'extrême droite, doivent, au contraire, faire partie clairement de cette famille politique.

Ceci pose la question de la définition des partis d'extrême droite. Selon moi, celle-ci ne peut pas passer seulement par une liaison avec les idéologies traditionnelles de l'extrême droite. Certes, l'idéologie majeure à l'intérieur de l'extrême droite est inhérente à la notion de fascisme en terme général. Mais cela nous conduit à envisager des cas mineurs et à restreindre le champ d'étude. Les seuls partis qui peuvent être définis aujourd'hui comme néo-fascistes sont les partis anglais, - le British national party et même National democrats, qui était le National front - le NPD allemand qui est proche du néo-fascisme beaucoup plus que les deux autres partis allemands d'extrême droite, et le petit parti Flamme tricolore italien. Certaines tendances à l'intérieur du Vlaams Blok et les autres partis néo-fascistes, comme en Espagne et en Grèce, ont même disparu. Ce n'est donc pas la référence à l'idéologie du fascisme qui nous donne la clé pour définir aujourd'hui les partis de la famille d'extrême droite. Ce sont d'autres considérations. Il faut, en effet, inclure dans l'analyse la position dans l'espace politique et l'attitude à l'égard du système politique. Les partis d'extrême droite sont positionnés sur l'axe gauche-droite à l'extrême droite. La dernière analyse du politologue Odbjorn Knutsen, dans son article, *Expert Judgments of the Left-Right Location of political party. A Comparative Longitudinal Study, West European politics* (1998) 21: 63-94, relevant toutes les positions sur l'axe gauche-droite, nous enseigne que tous les partis d'extrême droite sont dans la position 9 sur une échelle de 0 à 10 dans les années 1980 et dans la position 9,3 dans les années 1990. Ils se situent donc clairement au pôle extrême de la droite. L'important, pour qualifier un parti d'extrême droite, est qu'il n'y ait pas d'autre parti à leur droite et non qu'ils se situent obligatoirement au rang 8, 9 ou 10 de l'échelle gauche droite. Ils sont extrêmes car ils se situent les plus à droite dans l'échelle.

Par ailleurs, pour ces partis il est très difficile de parler d'une idéologie en termes structurels, de système de valeurs, de système de références bien coordonnées. Il est préférable de parler d'idéologie soit en terme faible ou en terme de mentalité, comme disait Juan Linz dans son analyse des systèmes autoritaires. Les mentalités qui émergent de ces partis par le biais de discours politiques ne sont pas particulièrement élaborées. Le discours politique est clairement anti-système. Anti-système ne signifie pas qu'ils veulent tout détruire au moyen d'une révolution comme cela a été le cas des années 1920-1930 ou s'élever contre le système avec des moyens violents. La violence est ailleurs. Certains envisagent ces phénomènes d'aujourd'hui comme miroir des années 1920-1930. Ce n'est pas le cas. Si j'utilise le terme d'anti-système, je ne pense pas aux tentatives des ligues des années 1930 en France, pour abattre le système. C'est, au contraire, le discours politique qui donne systématiquement des coups à la légitimité du système démocratique. J'utilise le concept du parti anti-système, en effet, tel qu'il a été défini par Giovanni Sartori dans son travail sur les partis et les systèmes de partis et en faisant référence au parti comme dans le cas italien, le Parti communiste de l'époque et le parti néo-fasciste de l'époque. Ce sont des partis qui utilisent la voie parlementaire, la voie légale, mais qui, néanmoins, aspirent à un système politique totalement différent. Dans l'attente de ce nouveau système politique avec des nouvelles règles et nouveaux fondements, ils désirent affaiblir la légitimité de ce système. Les partis d'extrême droite aujourd'hui poursuivent cette stratégie d'affaiblissement du système parce qu'ils sont complètement en dehors du système démocratique en terme d'idéologie et de vision du monde. A mon avis, on pourrait résumer très rapidement tout cela en faisant référence aux éléments fondamentaux des systèmes démocratiques occidentaux d'aujourd'hui, qui sont fondés d'un côté sur le pluralisme, c'est-à-dire sur la positivité du conflit géré, du conflit qui

est nécessaire à la vie politique tout en l'encadrant à l'intérieur de règles. Evidemment, il n'existe pas de conflit, s'il n'y a pas des idées, des positions différentes. Tout cela est considéré par les partis d'extrême droite comme le mal absolu. Par ailleurs, les partis d'extrême droite nient l'égalité des hommes bien que ce soit un élément fondamental du système démocratique. Ces deux éléments, si on regarde les discours, la presse, les sources internes des partis d'extrême droite, d'une façon agressive ou plus nuancée, sont toujours présents. Les règles du système représentatif, organisées à travers les partis politiques, c'est-à-dire le *party government*, sont considérées comme une caractéristique négative par les partis d'extrême droite : ils envisagent les partis comme un élément de division et la division, dans leur mentalité, incarne « le mal », alors que l'unité symbolise l'harmonie. Bien sûr, une tradition tout à fait claire sous-tend ce type de raisonnement bien que ces partis n'en soient pas conscients. L'«anti-partisme» est dirigé contre les partis politiques en tant que tels. Tous les partis d'extrême droite sont anti-partisans, tandis que les données d'enquête montrent que les électeurs et les militants d'extrême droite expriment des positions très fortes « anti-partisanes », ce qui aboutit à être contre la politique et contre le système politique même. Donc, l'élément fondamental et explicatif du succès des partis d'extrême droite est, au-delà de l'augmentation des immigrés, de l'augmentation de la délinquance, bien qu'ils soient deux thèmes importants, *la perte de confiance vis-à-vis du système politique*. D'une part, on a tendance, dans toute l'Europe, à la perte de confiance, à l'aliénation politique. De nombreuses données empiriques montrent que tous les pays sont plus ou moins touchés. Les partis d'extrême droite profitent de cette situation de crise parce que leur « idéologie » intègre des éléments contraires au système. D'autre part, les électeurs et les membres de ces partis sont par rapport aux électeurs et membres d'autres partis, les plus aliénés par rapport au système politique. Plus un citoyen est aliéné, distant, détaché vis-à-vis du système politique, plus il y a de chances pour qu'il devienne un électeur de parti d'extrême droite. Ceci représente la motivation la plus forte pour tous les partis d'extrême droite en Europe aujourd'hui.

Question : Je m'adresse à Piero Ignazi. Pour élargir le problème, que soulevait Jean-Yves Camus, sur la différence de tactique à l'origine de l'éclatement entre le fn et le MNR, c'est-à-dire le problème de l'alliance avec la droite modérée. Le FPÖ en Autriche a adopté la stratégie qu'on appellera mégrétiste, c'est-à-dire d'alliance et cela a bien réussi. Il semble, si j'ai bien compris, que l'Alliance nationale en Italie joue aussi la même carte. Qu'en est-il, d'une façon générale, dans les partis européens qui ont été évoqués ? Quelle est la stratégie dominante ? Est-ce qu'on joue l'alliance avec la droite classique ? Ou est-ce qu'on maintient une rigidité là-dessus ?

Réponse : Au contraire, je crois que dans la plupart des cas, la stratégie de radicalisation est adoptée. En réalité, cela n'est pas contradictoire avec ce qui s'est passé en Autriche. L'extrême droite s'est imposée en Autriche alors même que, dans les dernières années, le FPO avait poursuivi sur la route de la radicalisation. Aucune modération ne fut apportée. Au contraire, Jörg Haider avait même réitéré ses provocations sur le passé autrichien. Il n'y avait pas de passage en direction d'une modération, au contraire. Evidemment, d'autres éléments peuvent être avancés pour expliquer l'alliance conclue en Autriche. Le cas italien est encore différent. L'ancien Mouvement social italien s'est soudainement retrouvé confronté à l'éclatement du système partisan italien en 1994. Ce bouleversement a offert la possibilité d'être admis dans le jeu politique même s'il n'avait rien changé depuis quarante ans. Bien que le MSI n'ait rien changé grâce à un tel bouleversement du système, il a eu l'occasion d'entrer au gouvernement. Il en a profité pour débiter un certain effort de déradicalisation afin de sortir du néo-fascisme. Au début, je considérais que tout cela était simplement un maquillage, surtout par rapport au changement d'identité massif, que le Parti communiste italien a expérimenté après la chute du mur de Berlin. En réalité, le leadership du MSI (et puis de l'Alliance nationale) a changé de

perspective idéologique. Il a même refusé d'entretenir des rapports avec Jörg Haider, de mettre en place un groupe commun à l'intérieur du Parlement européen après les élections autrichiennes de 1996, comme Jörg Haider l'avait suggéré. Ce refus a été motivé non pour des raisons tactiques mais pour des raisons substantielles, pour les propos xénophobes de Jörg Haider qui ne sont absolument pas partagés par un parti comme l'Alliance nationale. Cela pose le problème de classement à l'intérieur de la famille politique d'extrême droite. L'Alliance nationale, au moins son *leadership*, est, à mon avis, aujourd'hui en train de sortir de l'extrême droite. Divers éléments, notamment les messages adressés à l'extérieur du parti, le rangent dans un côté plutôt conservateur. Le problème est qu'à l'intérieur du parti, les membres et aussi les cadres intermédiaires ont maintenu une très forte identité au passé fasciste. En 1998, au dernier congrès du parti, à la question que je posais depuis longtemps, c'est-à-dire l'attitude vis-à-vis du fascisme, deux tiers considèrent le fascisme comme un bon régime bien que le *leadership* ait changé beaucoup par rapport à ceci.

Question : C'est une question à Piero Ignazi. Vous avez repris une définition que j'apprécie car elle est relativiste de l'extrême droite. Il n'y a pas une idéologie d'extrême droite de nature. C'est le parti qui est classé le plus à droite par les autres auquel tu rajoutes la dimension anti-système. Mais à ce moment-là, par exemple, que faites-vous de la Ligue du Nord ? La Ligue est classée au centre par les électeurs, c'est-à-dire ni à gauche ni à droite. Est-ce encore un parti d'extrême droite ? Si on pousse le raisonnement jusqu'au bout, si on prend Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen et leurs deux formations rivales, il y en a un, qui voulait justement faire alliance avec le système. Vous me direz : c'est de façade *et cetera*. Mais n'y a-t-il pas, alors, une différence entre le mouvement mégretiste et le mouvement lepeniste si on suit tes critères à la lettre ? Enfin, vous nous dites que les électeurs les plus tentés par le vote d'extrême droite sont les citoyens les plus aliénés à l'égard de la politique. En France, ce n'est pas vrai. En France, il y a deux types d'électeurs : l'aliéné, celui qui ne se situe ni à gauche ni à droite (la moitié, en 1997, de l'électorat du Front national) et celui de droite, politisé, non aliéné sur le plan politique, qui trouve simplement que la droite actuelle n'est plus la droite, qu'elle n'est pas assez dure. Et c'est au nom d'un *credo* politique qu'ils rejoignent l'extrême droite. Donc est-ce que ce n'est pas un tout petit peu plus compliqué.

Réponse : C'est plus compliqué. Il est clair que les plus « aliénés » votent à l'extrême droite. Ce phénomène est général. Je peux invoquer ma modeste connaissance du français pour ne pas utiliser les termes les plus efficaces. Si on veut parler des termes d'aliénation politique, c'est-à-dire du détachement par rapport au monde politique, on trouve une différence très forte entre la moyenne nationale DES électeurs et les électeurs d'extrême droite. Donc, on trouve un pourcentage qui est deux fois, trois fois, quatre fois plus important même. La question sur la Ligue : vous avez parfaitement raison, c'est exactement ce que j'ai fini d'écrire sur la Ligue. Le classement sur l'axe gauche-droite de la Ligue a été jusqu'à présent au centre, mais les électeurs de la Ligue ne sont pas concentrés au centre. Les électeurs de la Ligue sont dispersés dans tout l'espace politique, de l'extrême gauche à l'extrême droite.

Remarque : Ce ne sont pas les électeurs. C'est la manière dont le parti est classé. Mais les électeurs, c'est un autre domaine.

Réponse : Non. Il est question d'une part de l'autoclassement des électeurs et d'autre part de « comment les autres électeurs voient la Ligue ». Le premier est le plus important. Comment l'électeur d'un parti perçoit-il le parti à l'intérieur de l'espace gauche droite ? La Ligue est placée au centre, mais on y trouve des gens qui sont aussi bien de gauche que de droite. Le « centrisme » de la Ligue est un produit arithmétique. C'est pour cela, en effet, que, moi, à la fin je ne considère pas la Ligue à l'intérieur de l'extrême droite jusqu'aux années 1990. Dans l'année 2000, les choses pourraient être différentes mais dans la décennie précédente, les années 1990, la Ligue est en dehors.

Question : En reprenant les différentes caractéristiques que vous donniez pour essayer de repérer les éléments politiques qui relevaient de l'extrême droite, vous mentionniez l'anti-pluralisme, l'anti-égalitarisme et ce que vous appelez l'aliénation politique, c'est-à-dire la perte de confiance par rapport au système tel qu'il fonctionne et puis la capacité également à politiser des enjeux tout de même et en particulier ces enjeux « immigration et insécurité » tels qu'ils apparaissent à la fin des années 1970, au début des années 1980. Plusieurs sociétés européennes ont été travaillées à la fois par ces tempéraments anti-pluralistes, anti-égalitaires, par ces éléments d'aliénation politique, d'enjeux, qui étaient mal pris en compte par les partis de gouvernement, sauf en Grande-Bretagne, où le Parti conservateur a su gérer politiquement ces enjeux immigration ou insécurité et il n'a pas laissé de place, à ce moment-là, à l'extrême droite. Mais est-ce qu'il n'y a pas, quand on regarde le succès plein et entier pour le FPÖ ou relatif pour la Belgique, pour le Vlaams Blok dans la partie flamande de la Belgique ou pour le Parti du progrès en Norvège, une variable institutionnelle ? On a l'impression que l'extrême droite a particulièrement bien réussi dans les pays qui connaissent des systèmes politiques « pilarisés », dans lesquels on a fonctionné au *quasi-consensus*, par exemple, comme en Suisse ou avec le système des Lager en Autriche et où forcément, à ce moment-là, ce que vous avez appelé le tempérament anti-politique, l'aliénation politique trouve une cible à sa hauteur. J'ai été très frappé de voir, dans les études sur les motivations de vote de nos collègues autrichiens après la dernière victoire du FPÖ, que les motivations anti-politiques devançant souvent les motivations d'ordre social, d'ordre économique, sur l'immigration, l'insécurité *et cetera*. C'est le sentiment de « ras-le-bol » par rapport au système politique qui arrive très nettement en tête.

Réponse : Bien sûr.

Question : Une série d'indices me conduit à affirmer qu'il faudrait explorer attentivement cette variable institutionnelle. A quel type de système politique a-t-on à faire ? Est-ce qu'il n'y a pas des pays européens dans lesquels un système politique s'est mis en place ou a resurgi après la Seconde Guerre mondiale et qui au fond n'a pas changé dans son mode d'organisation politique jusque dans les années 1980, 1990 et à ce moment-là qui laisse un espace à l'extrême droite comme presque force de renouvellement du système ? Que pensez-vous de cette hypothèse ?

Réponse : Les conditions de réussite des partis d'extrême droite sont imbriquées. Il est difficile de prendre des éléments à distinguer les uns des autres parce qu'ils sont tous liés. J'ai essayé d'envisager le problème surtout au niveau du système partisan. Je me suis demandé s'il y avait, au moment de la montée de ces partis, une période, une phase de radicalisation du discours politique, et par conséquent, de polarisation à l'intérieur du système partisan, c'est-à-dire s'il y avait un discours politique pré-existant à la montée de l'extrême droite, qui crée des positions plus radicalisées dans l'échiquier politique et engendre un déplacement des partis dans l'espace politique pour occuper l'espace plus extrême. Cela s'est produit en France, en Allemagne et en Italie. Ces conditions favorisent la naissance de ces partis. Certes, l'insatisfaction par rapport à un système politique de type « consociationnel » est très forte et l'opposition à la « Proporz » et à la présence de partis partout a joué un rôle extrêmement important en ce qui concerne l'Autriche et aussi bien la Belgique. Mais cette radicalisation se déroule avant la montée de l'extrême droite. Elle mobilise un électorat qui n'est pas ou plus lié et/ou encadré par les partis politiques traditionnels. Ce processus de « *déalignment* » provoque une présence de plus en plus importante d'électeurs mobiles qui se détachent des partis traditionnels. Et ces électeurs « *désalignés* » rencontrent une offre politique dirigée contre le système politique existant. Ce passage est flagrant dans les pays où l'encadrement partisan était fort comme la Belgique, comme l'Autriche, et surtout il y a dix ans avant, aussi au Danemark, et en Norvège.

Jean-Yves Camus. Cela me paraît intéressant de mettre en rapport cette insatisfaction vis-à-vis de systèmes bloqués soit par la « Proporz » en Autriche, soit par la « formule magique » en Suisse, avec la manière dont les choses se sont déroulées en Italie du Nord au moment où le système n'avait pas encore imploré et où la Ligue commençait déjà à progresser. Ces trois pays ou régions connaissent une transformation très profonde de la structure économique et notamment l'explosion de ce qu'on a appelé le capitalisme moléculaire qui s'étend aussi à la Suisse, où le nombre de pme à structure familiale avec un accès difficile au crédit, avec aussi une opposition assez frontale au gros *business* est fondamental pour expliquer le contenu *ultra*-libéral des formations et le discours de l'udc comme du FPÖ sur leur opposition à certaines formes de mondialisation ainsi que l'opposition entre petit capitalisme à taille humaine respectant le cadre national et capitalisme apatride.

Question : Est-ce qu'on peut prévoir ce que va faire l'Europe, enfin, disons, la création de l'Europe, puis l'euro aussi ? Est-ce qu'on peut faire un peu de prospective et demander ce que cela va donner pour l'extrême droite, autrement dit, quel va être le poids de l'enjeu de la construction européenne et de l'euro sur le destin électoral de l'extrême droite ?

Réponse : Oui, la plupart de ces partis sont, en effet, réfractaires à la construction européenne. Même si, par exemple, d'une part, le FPÖ est resté à certains moments dans une position ambiguë et d'autre part, le Parti du progrès norvégien a voté en faveur de l'entrée dans l'Union européenne, bien qu'il n'ait pas contré l'opinion publique, tandis que le référendum en Norvège s'exprimait contre l'adhésion à l'Europe. Mais à part ces deux phénomènes, tous les partis s'érigent contre la construction européenne, soit pour défendre l'identité nationale (le cas français), soit pour défendre des intérêts locaux et pour une vision communautaire, pour l'idée de communauté naturelle, comme le cas de la Ligue.

Remarque : Cependant, dans le cas français, quand vous regardez les enquêtes sur les motivations de vote lors des élections du type législatif ou présidentiel, l'enjeu de la construction européenne n'apparaît pas au premier plan des préoccupations des électeurs du Front national.

Réponse : Il y en a qui sont contre.

Remarque : Ils sont massivement contre mais ce n'est pas un enjeu. Lorsqu'il est en balance avec des enjeux économiques, sociaux, immigration, sécurité ce n'est pas un enjeu qui apparaît parmi, par exemple, le trio de motivations de tête de l'électorat.

Question : Oui, c'est une question pour Jean-Yves Camus. Pour revenir à l'évolution des structures partisans et donc la volonté du MNR de se démarquer au-delà d'un étiquetage bureau national, bureau politique *et cetera*. Avez-vous des précisions ? Vous avez évoqué des règles de votes différents. Est-ce que le MNR tente quelque chose, c'est-à-dire a une référence ? Est-ce que c'est une référence de démocratie directe à l'intérieur du parti ou pas ? Essaie-t-on de tirer les leçons de ce qui a été reproché à la structure classique du Front national ? Y a-t-il une sorte de laboratoire d'une évolution qui indiquerait une mutation éventuelle des structures partisans au-delà donc de la structure très verticale, avec un chef charismatique ? Ce type de parti tente-t-il d'innover dans ce domaine ?

Réponse : A mon sens, la réponse est non. A ce point, d'ailleurs, que malgré les changements de phraséologie et de statut, à partir de mars 1999 ont commencé à fleurir les premières exclusions du MNR pour cause de contestation des décisions du siège parisien, comme aux plus beaux jours du Front national quand Paris parachutait un secrétaire départemental ou un secrétaire régional quelque part. Si volonté de changement il y a, cela se fait ailleurs, à savoir dans la périphérie militante du MNR, où un certain nombre de tout petits groupes, qui viennent de se coordonner dans un mouvement appelé Coordi Nation, recherchent plutôt une structure du style alliance de groupes informels à assises locales, structure lâche à réunions épisodiques et puis, en même temps, la recherche par les tout petits mouvements *ultra*-

radicaux de ce que j'appelle les pôles de transversalité, c'est-à-dire sur des points très ponctuels, qui peuvent être des luttes écologistes, des luttes régionalistes ou voire le soutien au fondamentalisme islamique ou à telle ou telle lutte de libération, comme cela se passe en Espagne, d'ailleurs, aussi au sein d'une fraction de l'*ultra*-droite, avec la volonté de casser un petit peu le clivage droite gauche et de recruter au-delà de l'assise naturelle des mouvements d'extrême droite. Mais le MNR n'est dans sa pratique, à mon sens, qu'un clone parfait du mouvement dont il est issu. C'est ce qui le condamne d'ailleurs. Il y a d'autant moins de renouvellement que les cadres qui avaient fait le Front national et ses structures dirigeantes sont tous aujourd'hui au MNR.

Question : Quelles sont vos hypothèses sur ce qui peut se passer et après les élections municipales et après l'élection présidentielle ? Est-ce qu'il y aura, à votre avis, une remontée possible de ces deux mouvements ou pas ?

Réponse : Cela, c'est de la futurologie et dépasse de beaucoup le cadre de mes compétences. Pour faire une réponse « bête » mais me semble-t-il, la seule qui puisse se faire, tout dépendra du score. Pour le moment, on a un MNR à 1 %, 2 %. A 2 %, vous êtes condamnés. Vous êtes condamnés parce que personne, au sein de la droite classique, n'a intérêt, surtout en terme d'image, à conclure des alliances même locales avec un mouvement qui ne vous apporte qu'un apport de voix marginal. Enfin, autant la question des alliances pouvait se débattre avec un Front national à 15 % ou les partis de la droite républicaine pouvaient être tentés même si ce n'était que localement de faire une croix sur leurs principes, autant à 2 %, on n'émerge pas et on n'a aucune chance de parvenir à quoi que ce soit, sauf dans des contextes locaux très particuliers. A Lyon, il y a un contexte local très particulier, qui est la présence d'un dirigeant en rupture de MNR mais qui a toujours un pied dedans et qui, par son itinéraire militant, a des réseaux chez les millonistes, chez les villieristes, au sein du RPR local *et cetera* et qui va peut-être arriver à quelque chose. Ailleurs, il me semble que le MNR est condamné par l'histoire. Quant au fn, son avenir est quand même très fortement conditionné par la question de la succession. Si on met en série ce qui se passe au sein du Vlaams Blok, mouvement qui remporte un certain succès et ce qui s'est passé au sein du fn, on s'aperçoit de quelque chose d'intéressant. Le Vlaams Blok a réussi sa succession. Il en va de même pour l'Alliance nationale et le FPÖ. Mais le Vlaams Blok est un parti qui a merveilleusement réussi sa succession puisqu'il avait eu un président qui était resté aussi longtemps que Jean-Marie Le Pen pratiquement dans les structures successives. Lors de son départ, une succession mais aussi une direction collégiale se sont mises en place et ont procuré sa force au Vlaams Blok aujourd'hui. Même si on met en avant Filip Dewinter, il y a au *minimum* un *triumvirat* de gens qui ont, chacun, leur assise locale et qui réussissent à ne pas trop mettre en avant leurs divergences. Le Front national a été totalement incapable de le réaliser et sera totalement incapable de le faire. Quant au charisme des prétendants, que j'évoquais tout à l'heure, je vous laisse juger. Mais enfin, de toute évidence, ils sont loin d'avoir le charisme de Le Pen.

Remarque : Oui, vous avez en partie répondu. Moi, j'aurais voulu vous entendre sur les cadres du MNR dans les conseils régionaux. On voit qu'un certain nombre d'entre eux quittent leur groupe parlementaire. Au début de l'année, ils étaient l'objet de toute l'attention des oppositions RPR, UDF, Démocratie libérale. Depuis le printemps et plus spécialement depuis le mois de septembre, ils sont véritablement méprisés par ces groupes-là. Est-ce que vous ne pensez pas que l'absence précisément de ces cadres dans la machine régionale, qui quittent le MNR et qui n'ont pas d'avenir non plus ailleurs, est aussi un point qui renforce cet avortement pratiquement du MNR ?

Réponse : Incontestablement. On va donner un chiffre. Etaient sortis des élections régionales de 1998, 275 conseillers régionaux du Front national, du temps du Front national unifié.

Après la scission, selon le pointage le plus précis, on avait 130 conseillers régionaux FN, 121 conseillers régionaux MNR, soit 251 personnes.

CEVIPOF

Les partis politiques en France et en Europe

Les textes de ces " Notes et études du CEVIPOF " sont la version écrite des interventions faites dans le cadre des Lundis 2000-2001

- **Les partis d'extrême-droite en France et en Europe**
 - Le cas français : Jean-Yves Camus (chercheur au CERA)
 - La scène européenne : Piero Ignazi (professeur de science politique, Université de Calabre)
- **Les partis de la droite en France et en Europe**
 - Le cas français : Florence Haegel (chargé de recherche au CEVIPOF)
 - La scène européenne : David Hanley (professeur de science politique à l'Université de Cardiff)
- **Les partis sociaux-démocrates et socialistes en France et en Europe**
 - Le cas français : Gérard Grunberg (directeur de recherche au CEVIPOF) texte non parvenu
 - La scène européenne : Gerassimos Moschonas (professeur de science politique à l'Université Panteion d'Athènes)
- **Les partis écologistes en France et en Europe**
 - Le cas français : Daniel Boy (directeur de recherche au CEVIPOF) texte non parvenu
 - La scène européenne : Benoit Rihoux (maître de conférences de science politique à l'Université catholique de Louvain)
- **Les partis communistes en France et en Europe**
 - Le cas français : François Platone (directeur de recherche au CEVIPOF)
 - La scène européenne : Pascal Delwit (professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles)
- **Les partis régionalistes en France et en Europe**

Cf. "*The impact of European integration on ethnoregionalist parties*", Barcelona, **ICPS**, 2001.

 - Le cas français : Elisabeth Dupoirier (directeur de recherche au CEVIPOF, directeur de l'OIP)
 - La scène européenne : Lieven De Winter (professeur à l'Université catholique de Louvain et à la Katolieke Universiteit de Bruxelles).
- **Les partis d'extrême-gauche en France et en Europe**
 - Le cas français : Bernard Poulet (rédacteur en chef de *Courier International*)
 - La scène européenne : Daniel-Louis Seiler (professeur de science politique à l'IEP de Bordeaux)